

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 2315

[99/02125]

9 JUIN 1999. — Arrêté royal organisant la désignation et l'évaluation des agents chargés de la gestion des établissements scientifiques fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 62, remplacé par l'arrêté royal du 6 février 1997, et l'article 74bis, inséré par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 5, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 18, modifié par l'arrêté royal du 19 avril 1999, l'article 21, modifié par l'arrêté royal du 4 février 1998 et l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques et culturels fédéraux, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 11 janvier 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 mars 1999;

Vu le protocole n° 90/1 du 19 mai 1999 du Comité de Secteur I — Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'étendre aux fonctionnaires dirigeants des établissements scientifiques fédéraux la réforme des mandats qui a déjà été décidée par le Gouvernement pour la haute administration des ministères et organismes fédéraux d'intérêt public et que cette réforme puisse être mise en œuvre simultanément dans ces différents secteurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux emplois qui, dans les établissements scientifiques de l'Etat, correspondent à une fonction de chef d'établissement.

N. 99 — 2315

[99/02125]

9 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot organisatie van de aanwijzing en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van de federale wetenschappelijke inrichtingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 62, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997 en op artikel 74bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 5, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 1999, op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1998 en op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Interministeriële Commissie voor het Federale Wetenschapsbeleid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 januari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 maart 1999;

Gelet op het protocol nr. 90/1 van 19 mei 1999 van het Comité van het Sector Comité I — Algemeen Bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de hervorming inzake de mandaten die door de Regering reeds werd beslist voor de hoge ambtenarij van de federale ministeries en instellingen van openbaar nut uit te breiden tot de leidinggevende ambtenaren van de federale wetenschappelijke inrichtingen zodat deze hervorming zou kunnen gelijktijdig in werking gesteld worden in deze verschillende sectoren;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de betrekkingen welke in de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat overeenkomen met een ambt van inrichtingshoofd.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1° par « établissement scientifique de l'Etat », les établissements scientifiques fédéraux désignés dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques et culturels fédéraux;

2° par « secrétaire général » le secrétaire général du département qui exerce le contrôle sur l'établissement scientifique.

CHAPITRE II

Du mandat dans les établissements scientifiques de l'Etat

Art. 3. Le mandat est une désignation temporaire pour une durée de cinq ans dans un emploi vacant correspondant à une fonction de chef d'établissement.

Art. 4. § 1^{er}. Pendant la durée du mandat, l'agent exerce les prérogatives et bénéficie du traitement et des avantages pécuniaires attachés à la fonction dont il est temporairement revêtu. Pour le surplus, il est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché à cette fonction.

§ 2. Simultanément à l'exercice d'un mandat, l'agent reçoit chaque année une prime de gestion dont le montant et les conditions d'octroi sont fixées par Nous.

La prime est accordée par décision du ministre sur proposition du secrétaire général.

Art. 5. § 1^{er}. Pendant le mandat, l'agent ne peut pas obtenir un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française.

L'agent ne peut obtenir un congé pour mission, pour interruption de la carrière ou une absence de longue durée pour raisons personnelles que pour autant que la durée du congé ou de l'absence n'excède pas trois mois.

§ 2. L'agent peut demander à l'autorité dont il relève qu'il soit mis fin à son mandat. En cas d'accord de cette autorité, un préavis de six mois est requis, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité n'accepte un délai plus court.

Art. 6. L'agent qui est désigné par mandat dans une fonction équivalente à la sienne n'obtient, à aucun moment, un traitement inférieur à celui dont il aurait bénéficié dans le grade dont il est titulaire.

Art. 7. § 1^{er}. Lors de chaque désignation pour une période de mandat, il est établi, sur proposition de l'agent concerné et après concertation avec le secrétaire général et le ministre, une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre compte tenu des moyens mis à sa disposition.

La lettre de mission comporte :

- 1° la note de politique générale du ministre;
- 2° les objectifs à atteindre pour l'établissement dont l'agent est responsable;
- 3° les moyens humains, financiers et logistiques qui, compte tenu de ces objectifs, seront mis à disposition.

§ 2. La lettre de mission est établie en collaboration avec le secrétaire général du département qui exerce le contrôle sur l'établissement concerné. Elle doit s'intégrer parfaitement dans la répartition des tâches, missions et moyens du département dont le secrétaire général assure la cohérence.

§ 3. La lettre de mission peut être adaptée en cours de mandat.

Art. 8. § 1^{er}. Pour chaque désignation par mandat à une fonction visée à l'article 3, le ministre fait appel aux candidats au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*.

L'avis mentionne au moins l'emploi vacant, l'autorité auprès de laquelle et le délai dans lequel la candidature doit être introduite ainsi que les conditions générales requises pour accéder à l'emploi. L'avis contient en outre une description des fonctions afférentes à l'emploi à conférer et invite les candidats à faire valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics.

Le délai visé à l'alinéa 2 est de vingt jours ouvrables, il commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la publication de l'avis au *Moniteur belge*. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan :

1° onder « wetenschappelijke inrichting van de Staat », de federale wetenschappelijke inrichtingen die zijn aangewezen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen;

2° onder « secretaris-generaal », de secretaris-generaal van het departement dat de controle uitoefent op de wetenschappelijke inrichting.

HOOFDSTUK II

Mandaat in de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat

Art. 3. Het mandaat is een tijdelijke aanwijzing voor een duur van vijf jaar in een vacante betrekking overeenstemmend met een functie van inrichtingshoofd.

Art. 4. § 1. Tijdens de duur van het mandaat oefent de ambtenaar de prerogatieven uit en geniet hij de wedde en de geldelijke voordelen die verbonden zijn aan de functie die hij tijdelijk bekleedt. Voor het overige valt hij onder de toepassing van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling die met deze functie verbonden zijn.

§ 2. Gelijktijdig met de uitoefening van het mandaat ontvangt de ambtenaar ieder jaar een beheerspremie waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden door Ons vastgesteld worden.

De premie wordt toegekend bij beslissing van de minister, op voorstel van de secretaris-generaal.

Art. 5. § 1. De ambtenaar mag tijdens het mandaat geen verlof krijgen om een ambt uit te oefenen in het kabinet van een minister of een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Regering van een Gemeenschap, van een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van het Franse Gemeenschapscommissie.

De ambtenaar kan slechts een verlof wegens opdracht, wegens loopbaanonderbreking of een afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden verkrijgen in zoverre de duur van het verlof of de afwezigheid niet meer dan drie maanden bedraagt.

§ 2. De ambtenaar kan de overheid waaronder hij ressorteert vragen een einde aan zijn mandaat te stellen. Als deze overheid akkoord gaat is op een opzegging van zes maanden vereist tenzij op aanvraag van de betrokkene de overheid een kortere termijn aanvaardt.

Art. 6. De ambtenaar die bij mandaat wordt aangewezen voor een functie die evenwaardig is aan de zijne, ontvangt op geen enkel ogenblik een wedde die lager ligt dan die welke hij zou genoten hebben in de graad waarvan hij titularis is.

Art. 7. § 1. Bij elke aanwijzing voor een mandaatperiode wordt, op voorstel van de betrokken ambtenaar en na overleg met de secretaris-generaal en de minister, een opdrachtbrief opgemaakt die de te bereiken doelstellingen omschrijft, rekening houdend met de hem ter beschikking gestelde middelen.

De opdrachtbrief omvat :

- 1° de algemene beleidsnota van de minister;
- 2° de voor de instelling waarvoor de ambtenaar verantwoordelijk is, te bereiken doelstellingen;
- 3° de menselijke, financiële en logistieke middelen die met het oog op deze doelstellingen ter beschikking zullen worden gesteld.

§ 2. De opdrachtbrief wordt opgemaakt in samenwerking met de secretaris-generaal van het departement dat de controle over de betrokken inrichting uitoefent. Hij moet volkomen passen in de verdeling van de taken, opdrachten en middelen van het departement waarvan de secretaris-generaal de coherentie verzekert.

§ 3. De opdrachtbrief kan tijdens het mandaat aangepast worden.

Art. 8. § 1. Voor elke aanwijzing bij mandaat tot een functie bedoeld in artikel 3, doet de minister een oproep tot de kandidaten bij middel van een bericht dat in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Het bericht vermeldt ten minste de vacante betrekking, de overheid waarbij en de termijn waarbinnen de kandidatuur moet worden ingediend, alsook de algemene voorwaarden vereist om de betrekking te bekleden. Het bericht bevat bovendien een functiebeschrijving die met het te begeven ambt verbonden is en nodigt de kandidaten uit om hun bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten te laten gelden.

De in het tweede lid bedoelde termijn bedraagt twintig werkdagen. Hij vangt aan op de eerste werkdag welke volgt op die van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*. Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Le présent paragraphe n'est pas applicable lors du renouvellement d'un mandat.

§ 2. La désignation par mandat ainsi que le renouvellement d'un mandat se font par Nous sur proposition du ministre concerné.

La désignation a lieu sur proposition du Conseil scientifique de l'établissement concerné ou du Conseil scientifique commun aux établissements scientifiques qui relèvent d'un même ministre conformément à la procédure décrite aux articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat.

Art. 9. Pour exercer une fonction visée à l'article 3, le candidat doit :

1° remplir les conditions déterminées par l'article 7, 1° à 4° de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat;

2° soit avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, soit être porteur du diplôme de docteur suite à la défense publique d'une dissertation;

3° réunir les aptitudes spéciales déterminées soit par le Conseil scientifique de l'établissement où l'emploi doit être pourvu, soit par le Conseil scientifique commun aux établissements scientifiques qui relèvent d'un même ministre, préalablement à l'avis visé à l'article 8;

4° faire valoir ses qualités en matière de gestion d'un service public;

5° être titulaire d'un brevet de direction.

Ce brevet est décerné aux agents qui ont participé avec fruit à la formation requise. Cette formation est organisée par l'Institut de formation de l'Administration fédérale du Ministère de la Fonction publique; elle ne peut dépasser 120 heures.

Il consiste en trois modules dont le programme est fixé par Nous, après avoir recueilli l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale, sur proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Chaque module donne lieu à un test dont la réussite est une condition à la poursuite de la formation.

Peuvent participer à la formation, tous les agents des rangs B ou C, ainsi que tous les agents qui exercent une fonction dirigeante dans un établissement scientifique de l'Etat.

Ils bénéficient d'une dispense de service pour la participation à cette formation.

CHAPITRE III

De l'évaluation des agents désignés à un mandat

Art. 10. L'évaluation des agents désignés à un mandat comporte une évaluation intermédiaire qui est notifiée à l'agent au terme des deux premières années de mandat et une évaluation finale qui lui est notifiée au terme du mandat.

Art. 11. En vue de son évaluation, l'agent rédige un rapport d'activités établi en fonction notamment des objectifs retenus dans la lettre de mission et qu'il transmet au ministre dont il relève; le rapport est accompagné de l'avis du secrétaire général.

Art. 12. Après avoir entendu au préalable l'agent, le ministre approuve ou rejette le rapport par une note de réponse motivée qui tient compte des objectifs atteints en fonction des moyens disponibles, dans le mois de la transmission du rapport. L'agent peut faire valoir ses observations par écrit.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la note de réponse est censée être favorable à l'agent.

Deze paragraaf is niet van toepassing bij het hernieuwen van een mandaat.

§ 2. De aanwijzing bij mandaat alsook de hernieuwing van een mandaat worden door Ons verricht op de voordracht van de betrokken minister.

De aanwijzing gebeurt op voorstel van de Wetenschappelijke Raad van de betrokken inrichting of van de gemeenschappelijke Wetenschappelijke Raad voor de wetenschappelijke inrichtingen die tot de bevoegdheid van eenzelfde minister behoren, overeenkomstig de procedure die beschreven is in de artikelen 21 en 22 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

Art. 9. Om een functie uit te oefenen zoals bedoeld in artikel 3, dient de kandidaat :

1° de voorwaarden te vervullen, bepaald door artikel 7, 1° tot 4° van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat;

2° hetzij ten minste de rang B van de wetenschappelijke loopbaan van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat bereikt hebben, hetzij houder zijn van het doctorsdiploma na verdediging in het openbaar van een verhandeling;

3° voldoen aan de specifieke bekwaamheden vastgelegd door hetzij de Wetenschappelijke Raad van de inrichting waarin de betrekking moet voorzien worden, hetzij door de gemeenschappelijke Wetenschappelijke Raad voor de wetenschappelijke inrichtingen die tot de bevoegdheid van eenzelfde minister behoren, voorafgaand aan het advies bedoeld in artikel 8;

4° zijn bekwaamheid doen gelden op het vlak van het beheer van een overheidsdienst;

5° houder zijn van een directiebrevet.

Dit brevet wordt toegekend aan de ambtenaren die met vrucht aan de noodzakelijke opleiding hebben deelgenomen. Deze opleiding wordt georganiseerd door het opleidingsinstituut van de Federale Overheid van het Ministerie van Ambtenarenzaken; deze mag geen 120 uren overschrijden.

Het bestaat uit drie modules waarvan het programma door Ons is vastgelegd, na het advies te hebben bekomen van de Interministeriële Commissie voor het Federale Wetenschapsbeleid, op voorstel van de Minister die bevoegd is voor ambtenarenzaken.

Elke module geeft aanleiding tot een test waarvoor het slagen een voorwaarde is om de opleiding verder te zetten.

Aan de opleiding kunnen al de ambtenaren van de rangen B of C deelnemen, alsook al de ambtenaren die een leidinggevende functie uitoefenen in een wetenschappelijke inrichting van de Staat.

Zij genieten een dienstvrijstelling voor het deelnemen aan deze opleiding.

HOOFDSTUK III

De evaluatie van de voor een mandaat aangewezen ambtenaren

Art. 10. De evaluatie van de ambtenaren die voor een mandaat worden aangewezen omvat een tussentijdse evaluatie die aan de ambtenaar betekend wordt op het einde van de eerste twee jaren van het mandaat en een evaluevaluatie die hem betekend wordt op het einde van het mandaat.

Art. 11. Met het oog op zijn evaluatie, stelt de ambtenaar een activiteitenverslag op dat o.m. opgemaakt is volgens de doelstellingen die opgenomen zijn in de opdrachtbrief en dat hij mededeelt aan de minister onder wie hij ressorteert; het verslag gaat vergezeld van het advies van de secretaris-generaal.

Art. 12. Nadat hij vooraf de ambtenaar gehoord heeft, keurt de minister het verslag, binnen de maand na de mededeling ervan goed of af met een met redenen omklede antwoordnota, die rekening houdt met de bereikte doelstellingen volgens de beschikbare middelen. De ambtenaar kan zijn opmerkingen schriftelijk laten gelden.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde termijn voorbij is, wordt de antwoordnota geacht gunstiger te zijn voor de ambtenaar.

Art. 13. L'évaluation des agents nommés par mandat est notifiée par le ministre concerné sur base du rapport d'activités visé à l'article 11.

L'évaluation intermédiaire se traduit par une appréciation positive ou réservée dans la note de réponse visée à l'article 12.

L'évaluation finale se traduit par une mention positive ou une mention négative.

Art. 14. Si l'agent nommé par mandat ne peut marquer son accord sur l'évaluation finale qui lui est notifiée, il peut, dans les dix jours ouvrables de la notification, saisir de son désaccord le Conseil scientifique concerné par lettre recommandée à la poste.

L'agent comparaît en personne et peut faire valoir ses observations; il peut pour sa défense, se faire assister par la personne de son choix. Le recours est suspensif.

Le conseil fait connaître au ministre son avis motivé au plus tard dans le mois qui suit l'introduction du recours. Il mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis. Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

La décision motivée du ministre est communiquée à l'agent et au conseil concerné dans les quinze jours ouvrables à dater de la notification au ministre de l'avis émis par ce dernier. Passé ce délai, l'avis vaut décision.

Art. 15. Lorsqu'au terme de son évaluation finale, l'agent obtient la mention positive, le mandat pour lequel il a été nommé est renouvelé.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsqu'au terme de son évaluation finale, l'agent obtient la mention négative, l'emploi pour lequel il a été nommé fait l'objet d'un nouvel appel aux candidats. Toutefois, en cas de recours introduit auprès du Conseil scientifique concerné, cet appel ne peut intervenir avant la décision prise au terme de la procédure de recours.

§ 2. L'agent visé au § 1^{er} qui est membre d'un établissement scientifique est réaffecté dans un emploi dans l'établissement scientifique dont il est issu par le ministre compétent.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

Art. 17. L'article 18, § 1^{er} de l'arrêté royal précité du 21 avril 1965, modifié par l'arrêté royal du 19 avril 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Roi nomme aux fonctions dirigeantes qui sont conférées en cas de vacance d'emploi, à l'exception de la fonction de chef d'établissement ».

Art. 18. L'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toute vacance d'emploi aux fonctions dirigeantes visées à l'article 18, § 1^{er} fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*, à l'exception de la fonction de chef d'établissement. »

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 19. Les procédures de promotion ou de nomination en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent sur base des dispositions applicables au moment où ces procédures ont été entamées.

Art. 20. Les agents visés par le présent arrêté et qui, à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté, sont nommés à une fonction de chef d'établissement, sont censés commencer à cette date leur premier mandat de cinq ans.

Les agents visés à l'article 19 sont également censés commencer leur mandat de cinq ans à la date de leur nomination pour autant que celle-ci ne soit pas antérieur, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. De evaluatie van de ambtenaren die bij mandaat benoemd zijn wordt door de betrokken minister betekend op grond van het in artikel 11 bedoelde activiteitenverslag.

De tussentijdse evaluatie wordt uitgedrukt in een positieve of gereserveerde beoordeling in de in artikel 12 bedoelde antwoordnota.

De eindevaluatie wordt uitgedrukt in een positieve of negatieve vermelding.

Art. 14. Als de bij mandaat benoemde ambtenaar zich niet akkoord kan verklaren met de hem betekende eindevaluatie kan hij, binnen tien werkdagen na de betekening, zijn bezwaar bij een bij de post aangetekende brief indienen bij de betrokken Wetenschappelijke Raad.

De ambtenaar verschijnt persoonlijk en kan zijn opmerkingen doen gelden; voor zijn verdediging kan hij door een persoon naar eigen keuze bijgestaan worden. Het beroep is opschortend.

De raad deelt aan de minister zijn met redenen omkleed advies mede uiterlijk binnen de maand volgend op de indiening van het beroep. Hij vermeldt met welk aantal stemmen voor of tegen de stemming werd behaald. De stemming is geheim. In geval van staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig voor de verzoeker te zijn.

De met redenen omklede beslissing van de minister wordt aan de ambtenaar en aan de betrokken raad medegedeeld binnen de vijftien werkdagen vanaf de betekening aan de minister van het door laatstgenoemde uitgebrachte advies. Van zodra deze termijn voorbij is geldt het advies als beslissing.

Art. 15. Wanneer de ambtenaar na zijn eindevaluatie de positieve vermelding krijgt, wordt het mandaat waarvoor hij is benoemd hernieuwd.

Art. 16. § 1. Wanneer de ambtenaar na zijn eindevaluatie de negatieve vermelding krijgt, komt er voor de betrekking waarvoor hij is benoemd een nieuwe oproep tot de kandidaten. Nochtans kan deze oproep, in geval van beroep ingediend bij de betrokken Wetenschappelijke Raad, er niet komen voor de beslissing die genomen wordt als besluit van de beroepsprocedure.

§ 2. De in § 1 vermelde ambtenaar die lid is van een wetenschappelijke inrichting wordt door de bevoegde minister wedertewerkgesteld in een betrekking in de wetenschappelijke inrichting waarvan hij afkomstig is.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigende bepalingen*

Art. 17. Artikel 18, § 1 van het voormelde koninklijk besluit van 21 april 1965, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 1999, wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Koning doet benoemingen in de leidinggevende ambten die verleend worden in geval van openstaande betrekking, met uitzondering van het ambt van inrichtingshoofd ».

Art. 18. Artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Elke ambtsvacature in de leidinggevende ambten bedoeld in artikel 18, § 1 is het voorwerp van een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van het ambt van inrichtingshoofd. »

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 19. De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit aan de gang zijnde bevorderings- of benoemingsprocedures worden voortgezet krachtens de bepalingen die van toepassing waren op het ogenblik waarop deze procedures werden aangevat.

Art. 20. De in dit besluit bedoelde ambtenaren die, bij de inwerkingtreding van dit besluit, benoemd zijn in een leidend ambt van inrichtingshoofd, worden geacht op die datum hun eerste mandaat van vijf jaar aan te vangen.

De in artikel 19 benoemde ambtenaren worden eveneens geacht hun mandaat van vijf jaar aan te vangen op de datum van hun benoeming, voor zover die niet vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit valt.

Les agents des établissements scientifiques de l'Etat qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent un emploi de chef d'établissement ou qui seront désignés par mandat avant le 1^{er} janvier 2002, sont dispensés de la condition du brevet de direction en cas de renouvellement de mandat ou de désignation à un nouveau mandat.

Art. 21. Le chapitre III est applicable aux agents visés par le présent arrêté et qui, à la date d'entrée en vigueur dudit arrêté, sont nommés à une fonction de chef d'établissement.

Il est également applicable aux agents visés à l'article 19 à la date d'entrée en vigueur de leur nomination pour autant que celle-ci ne soit pas antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 23. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

De ambtenaren van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, een betrekking bezetten van inrichtingshoofd of die vóór 1 januari 2002 zullen worden aangewezen bij mandaat, zijn vrijgesteld van de voorwaarde van het directiebevel ingeval van hernieuwing van het mandaat of van aanwijzing tot een nieuw mandaat.

Art. 21. Hoofdstuk III is van toepassing op de in dit besluit bedoelde ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding ervan, benoemd zijn in een ambt van inrichtingshoofd.

Het is eveneens op de in artikel 19 bedoelde ambtenaren toepasselijk op de datum waarop hun benoeming van kracht wordt voor zover die niet vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit valt.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 23. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 2316

[99/02129]

13 JUNI 1999. — Arrêté royal relatif à la prime de direction attribuée aux agents chargés de la gestion des établissements scientifiques fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale accordées des indemnités et allocations quelconques au personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 organisant la désignation et l'évaluation des agents chargés de la gestion des établissements scientifiques fédéraux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 27 mai 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 31 mai 1999;

Vu le protocole n° 92/3 du 2 juin 1999 du Comité de secteur I — Administration générale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la promotion d'une administration performante passe, dans l'optique du Gouvernement, par la mise en œuvre de la réforme des mandats et que l'octroi, aux agents chargés de la gestion des établissements scientifiques fédéraux, d'une prime de direction constitue, dans cette mise en œuvre, un élément essentiel de reconnaissance de leur travail et un incitant à relever le défi d'une meilleure efficacité de l'administration et d'un service au public de qualité;

Considérant qu'il convient dès lors que, dans un souci de bonne administration, les divers éléments de cette réforme puissent être concrétisés de façon coordonnée et que leur mise en œuvre soit portée à la connaissance des intéressés dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par arrêté royal :

1° « arrêté royal » : l'arrêté royal du 9 juin 1999 organisant la désignation et l'évaluation des agents chargés de la gestion des établissements scientifiques fédéraux;

2° « agent » : l'agent désigné par mandat pour occuper un emploi visé à l'article 3 de l'arrêté royal visé au 1°.

N. 99 — 2316

[99/02129]

13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de directiepremie die wordt toegekend aan de ambtenaren die belast worden met het beheer van de federale wetenschappelijke inrichtingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 tot organisatie van de aanwijzing en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van de federale wetenschappelijke inrichtingen, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 27 mei 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 1999;

Gelet op het protocol nr. 92/3 van 2 juni 1999 van het Sectorcomité I — Algemeen Bestuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de promotie van een goed presterend bestuur, in de optiek van de Regering, het uitvoeren van de hervorming van de mandaten impliceert en dat het toekennen, aan de ambtenaren, die belast zijn met het beheer van de federale wetenschappelijke inrichtingen, van een directiepremie, in deze uitvoering, een fundamenteel element van erkenning van hun werk is eveneens een stimulans om de uitdaging van een betere doeltreffendheid van het bestuur en van een kwaliteitsdienstverlening aan het publiek aan te nemen;

Overwegende dat het bijgevolg nodig is, met het oog op een goed beheer, dat de verschillende elementen van deze hervorming op een gecoördineerde wijze geconcretiseerd zouden kunnen worden en dat het uitvoeren ervan zo vlug mogelijk aan de betrokkenen bekend zou worden gemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan :

1° onder « koninklijk besluit » : het koninklijk besluit van 9 juni 1999 tot organisatie van de aanwijzing en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van de federale wetenschappelijke inrichtingen;

2° onder « ambtenaar » : de ambtenaar die bij mandaat aangewezen is om een betrekking te bekleden die vermeld is in artikel 3 van het in 1° vermelde koninklijk besluit.